



**GENDER**  
IN HUMANITARIAN ACTION  
NIGER



# PERCEPTION DE L'IMPACT DE LA CRISE ET DES SANCTIONS SUR LES FEMMES ET LES FILLES AU NIGER

GENDER ALERT NO. 1



SEPTEMBRE 2023

## RÉSUMÉ

La crise que le Niger traverse depuis le Coup d'Etat du 26 juillet 2023 intervient alors que le pays était déjà confronté à de grave crise sécuritaire, humanitaire et climatique affectant ses 26 millions d'habitants (50,3% de femmes), dont près de 4,3 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire. Les femmes et les jeunes filles, premières victimes de ces multiples crises requièrent une attention particulière. Dans le cadre du groupe thématique sur le genre dans l'action humanitaire, une enquête de perception a été menée entre le 23 août et le 19 septembre 2023, un mois après le coup d'État. Un total de 4781 personnes ont répondu à l'ensemble des questions par téléphone, y compris les questions ouvertes. Le présent rapport porte sur cette dernière catégorie avec un accent sur les réponses fournies par 1 386 femmes et les filles. Voici les principales conclusions de l'enquête :

- Participation politique et sauvegarde des acquis en matière de Genre : L'enquête de perception a montré que 2/5 des femmes et 1/3 des hommes qui ont participé à l'enquête ont confirmé que la récente crise politico-militaire pourrait remettre en cause certains des droits acquis par les femmes au Niger, tels que les quotas aux postes électifs et nominatifs. Les femmes constatent une détérioration de leur représentativité dans la nouvelle configuration politique. Les femmes ont été désavantagées lors des récentes nominations gouvernementales et provinciales par les autorités de facto. Le fait qui a le plus cristallisé la société civile féminine est l'absence de ministère axé sur l'égalité des sexes dans le gouvernement de facto mis en place.

- Violence basée sur le genre : 1/3 des personnes interrogées ont confirmé que la crise avait augmenté le niveau de violence à l'égard des femmes et des filles. Les femmes vivant dans les zones rurales et à l'intérieur du pays sont plus touchées par l'augmentation de la violence. Il convient de noter l'impact significatif de la crise sur l'état psychologique et le niveau de stress de la population. Depuis la crise, près de ¼ des Nigériens (hommes et femmes) se sentent moins en sécurité. La détérioration de la sécurité affaiblit les communautés et se traduit par une protection insuffisante des plus vulnérables, notamment des femmes et

des filles. Les participants à l'enquête ont rapporté des cas de banditisme et de vol de bétail, des attaques de terroristes armés, des enlèvements de populations, en particulier de femmes, dans plusieurs localités frontalières du pays depuis le début de la crise.

- Conditions de vie et moyens de subsistance : plus de la moitié des femmes ont mentionné une détérioration de leurs conditions de vie et un impact sur leurs activités économiques (y compris l'accès au financement), un mois après la crise. Les femmes vivant dans les zones urbaines semblent être les plus touchées par cette crise (55% de femmes contre 44% des hommes), mettant en exergue l'impact différencié par sexe des sanctions et de la crise au Niger. La plupart des personnes interrogées ont été affectées par la fermeture des frontières, le manque d'accès à l'argent liquide, l'augmentation des prix et les coupures d'électricité.

- Insécurité alimentaire et autonomisation économique : Une très grande majorité des participants a affirmé que les prix des denrées alimentaires avaient augmenté, en particulier ceux des céréales et de l'huile. Pres de 8 participants sur 10 achètent ou mangent moins qu'avant la crise. Face aux ressources internes limitées, si les sanctions et l'arrêt de l'appui des partenaires persistent, il est évident que le nombre de personne en insécurité alimentaire qui est en ce moment de 3,3 millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, va s'alourdir.

- Access to essential services: respondents also reported increased difficulties in accessing basic social services such as access to drinking water, electricity, but also reproductive health, and education. These challenges are greater for women living in rural areas than those in urban areas (45% compared to 35%).

- Les conclusions issues de ces données quantitatives et qualitatives et l'évolution des enjeux en lien avec l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes au Niger nous interpelle et oblige à tirer une sonnette d'alarme : il y a une nécessité de placer les priorités de genre, des femmes et des filles au cœur des réponses à la présente crise.

## Messages-clé

Consciente des enjeux en lien avec la sauvegarde de leurs droits, les femmes et les filles se sont mobilisées depuis le début de la crise pour mener plusieurs initiatives. Des appels de plusieurs groupes et organisations de femmes ont été faits. Ensuite, tout récemment en septembre, plus de 30 organisations féminines se sont réunies pour la création du Mouvement pour le Respect des Droits des Femmes du Niger (MRDFN) dans le cadre d'un Dialogue Féminin, regroupant l'ensemble des femmes venant des 8 régions et de Niamey. Et enfin, une campagne « NigerFemmeFillePaix » est en cours pour l'appel à la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, et les 11 résolutions des Nations Unies y compris la Résolution 1325. En solidarité aux femmes du Niger, celles de l'Afrique se mobilisent pour les accompagner dans le dialogue, la médiation en faveur des populations du Niger. Il est important que l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux se mobilisent :

**1.** Le rôle des femmes dans la résolution de la crise, en tant qu'agentes du changement, médiatrices et négociatrices, doit être affirmé. Des actions de plaidoyer doivent être menées auprès des acteurs nationaux et internationaux pour assurer la bonne mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, et de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies.

**2.** Les acteurs internationaux et nationaux doivent travailler ensemble pour protéger les acquis en matière d'égalité des sexes dans le pays. Ils doivent en particulier soutenir le plaidoyer des organisations féminines de la société civile qui exigent une mise en œuvre effective de la loi sur les quotas entre hommes et femmes au Niger et une représentation significative dans le paysage politique mis en place par les autorités de facto.

**3.** La violence contre les femmes et les filles doit cesser, être dénoncée et des mesures appropriées doivent être mises en place pour aider les survivantes. L'augmentation des cas de violence basée sur le genre un mois seulement après la crise est inacceptable. Tout en assurant un suivi progressif des risques de violence basée sur le genre, les acteurs doivent se mobiliser pour sensibiliser aux besoins immédiats des groupes les plus vulnérables et prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette violence.

**4.** Un plaidoyer auprès des acteurs nationaux et internationaux sera mené pour garantir des mécanismes viables qui assureront l'accès continu des femmes et des filles aux services essentiels dans les domaines de l'éducation et de la santé - y compris l'accès aux médicaments essentiels, le soutien psychosocial et la santé reproductive, prénatale et

infantile - et le maintien de services vitaux tels que la protection et la gestion de la violence basée sur le genre et l'accès à l'aide humanitaire.

**5.** Les acteurs internationaux et nationaux, y compris les bailleurs de fonds, doivent intensifier les initiatives et les financements pour renforcer la résilience des communautés et réduire l'impact de la crise alimentaire, qui devrait s'aggraver en particulier chez les femmes rurales. La mise en œuvre d'une initiative ambitieuse axée sur la résilience économique et climatique des femmes et des jeunes doit être lancée pour permettre aux femmes de retrouver leur autonomie financière et de reconstruire leur vie.

**6.** Les acteurs régionaux de la CEDEAO et les partenaires au développement doivent évaluer les impacts de leurs sanctions sur les communautés avant de les prendre. Le plaidoyer doit se poursuivre pour demander des exceptions aux sanctions pour les groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles, les femmes enceintes et allaitantes, et pour assurer la mise en place de couloirs humanitaires.

**7.** La gestion des niveaux de stress de la communauté est essentielle pour garantir la cohésion sociale et renforcer la résilience dans ce contexte difficile de crise inattendue. Des initiatives de sensibilisation et de communication doivent être menées au sein des communautés pour atténuer les risques et soulager les souffrances, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales, loin des centres de décision. Les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle clé dans la diffusion de ces informations et l'apport d'un soutien approprié.

**8.** Les partenaires doivent envisager d'augmenter le financement des organisations de la société civile, en particulier des organisations dirigées par des femmes, afin de leur permettre de participer activement à la résolution des conflits, à la consolidation de la paix et à la promotion des droits des femmes. La priorité doit être donnée aux femmes et à leurs réseaux/associations dans les zones rurales et dans les localités les plus touchées par les multiples crises climatiques, humanitaires et sécuritaires.

**9.** Les acteurs internationaux et nationaux doivent continuellement documenter les impacts de la crise en général sur les populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles, afin d'informer les programmes humanitaires et de développement. Les organisations de la société civile qui représentent les voix des femmes et des filles et des différents groupes vulnérables et groupes à risque dans le conflit doivent être impliquées.

## I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Depuis le 26 juillet 2023, le Niger fait face à un coup d'Etat militaire ayant engendré le renversement du gouvernement démocratiquement élu. A la suite de cet évènement, la CEDEAO et l'UEMOA ont mis en place une série de sanction, ainsi que l'arrêt des financements de plusieurs partenaires au développement. **La crise sociopolitique au Niger suivant le coup d'Etat du 26 juillet 2023 intervient alors que le pays était déjà confronté à une grave crise sécuritaire et climatique** affectant ses 26 millions d'habitants, dont 50,3% de femmes et près de 4,3 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire.

Le Niger fait à présent face à trois crises majeures: Il s'agit de la crise politico-militaire ayant engendré les sanctions de la CEDEAO, la crise climatique avec les inondations et le conflit armées dans les zones frontalières du pays. En effet, le coup d'état militaire est intervenu dans un pays classé 189ème sur 191 pays de l'indice de développement humain en 2022. Au plan climatique, le Niger a été classé en 2021 comme le 4e pays le plus vulnérable aux effets du changement climatique sur 173 pays. La situation humanitaire demeure préoccupante car le Niger est actuellement en proie à de multiples crises le long de ses frontières avec le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria. Depuis 2015, le pays fait aussi face aux attaques récurrentes perpétrées par des groupes armés non étatiques (GANE).

Ainsi, la conjugaison de tous ces facteurs fait que le nombre de personnes extrêmement pauvres, majoritairement les femmes, passe de 9,8 millions à 10,5 millions. Les sanctions économiques et politiques et la suspension de l'aide étrangère (qui représentait 40% du budget national, selon nos sources nationales) engendrée par la prise de pouvoir du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ont mis un coup d'arrêt aux principaux programmes socio-économiques nationaux. Cette situation entraîne des conséquences dramatiques pour la population et les groupes les plus vulnérables, alors que la moitié d'entre eux vivaient déjà avec moins de 2,15 US\$ par jour.



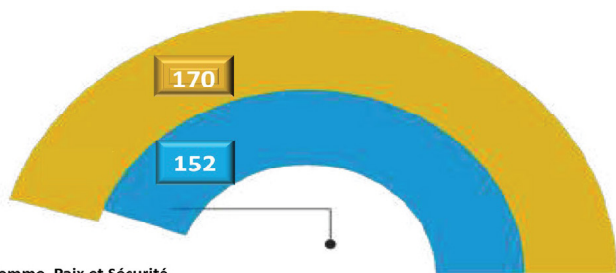
### **Les femmes et les jeunes filles, premières victimes de cette crise sociopolitique, requièrent une attention particulière.**

Avant la crise actuelle, le Niger était classé 189ème pays sur 191 avec un score de 0,42 pour l'Indice de Développement Humain . Il est donc évident que la promotion de l'égalité genre et l'autonomisation des femmes et des filles reste un enjeu majeur au cœur des priorités de développement et des perspectives du pays. Cependant, On assiste déjà à une féminisation progressive de la pauvreté dans un contexte de crise climatique et humanitaire de plus en plus aiguë et due à plusieurs facteurs, entre autres le faible financement affecté aux questions de genre et d'autonomisation des femmes. En 2019, l'indice de développement genre (IDG) était de 0.321 pour les femmes contre 0.443 pour les hommes . Les graphiques ci-après résument les principaux indicateurs de l'état de l'égalité de genre et l'autonomisation de la femme et des filles avant la survenance du coup d'état militaire du 26 Juillet 2023.

### **Au regard de la situation des femmes et des filles avant la survenance de la crise actuelle, il est à craindre une aggravation et un recul vers le cheminement pour la promotion du genre dans le pays.**

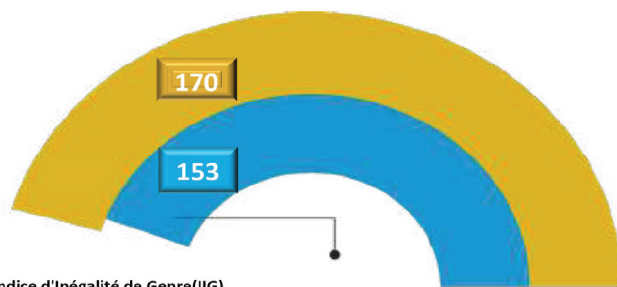
Le présent Gender Alert vise à sensibiliser la communauté aux enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, et à promouvoir le respect de la diversité des identités et expressions de genre. C'est également un outil de plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les plans et mécanismes de réponse à la présente crise dans une approche Nexus Humanitaire, développement et paix. Les recommandations qui en résulteront contribueront à une meilleure application de l'agenda Femme, Paix et Sécurité, notamment la participation des femmes du Niger dans le processus actuel de consolidation de la paix, la préservation des acquis en matière de genre ainsi que leur rôle comme agent de changement et de résolution des conflits.

# APERÇU : Statistiques sur l'égalité des sexes au Niger



## Femme, Paix et Sécurité

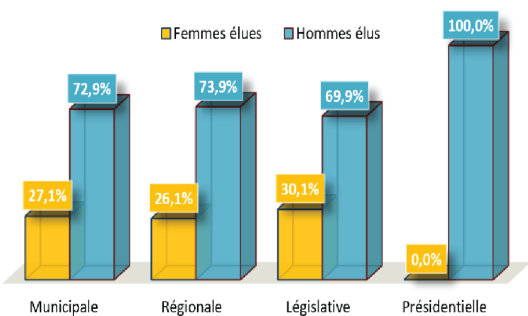
En 2021 le Niger est classé 152-ème sur 170 pays dans le rapport : « résumé Indice Femme, Paix et Sécurité ».



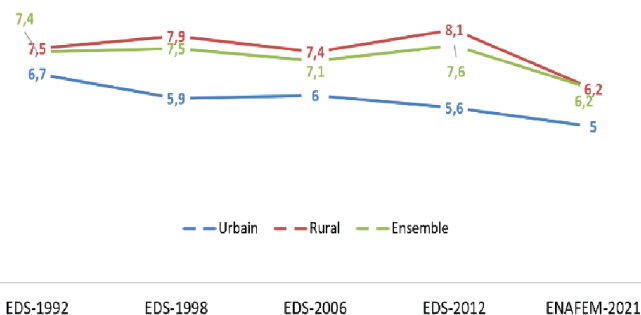
## Indice d'Inégalité de Genre (IGI)

Selon le rapport du développement humain 2021/2022 du PNUD, le Niger est classé 153-ème sur 170 avec une valeur égale à 0,611.

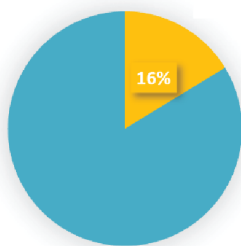
Les élections municipales, régionales, législatives et présidentielles ont enregistré en 2020 successivement **27,1%, 26,1%, 30,1% et 0%** des femmes élues



En plus de la baisse importante du niveau de la fécondité qui est passée de 7,5 en 1992 à 6,2 en 2021, au Niger les femmes du milieu urbain ont un niveau de fécondité plus faible que celles du milieu rural (5 enfants par femme contre 6,2 en 2021).

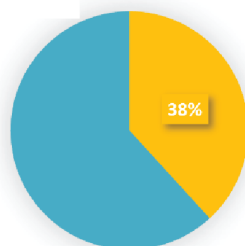


Hommes

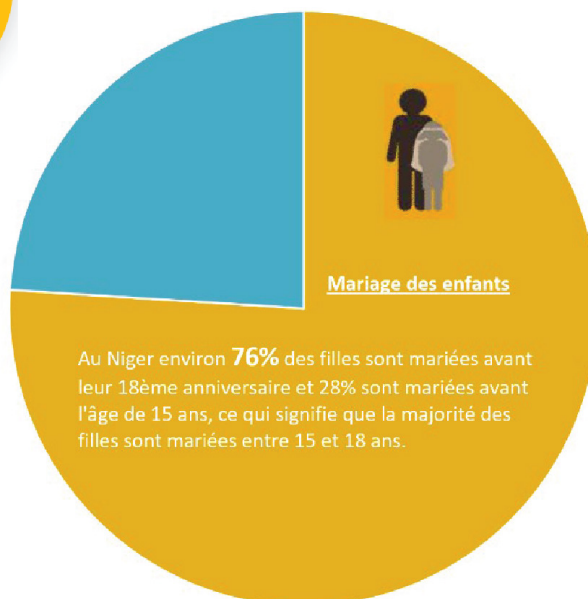
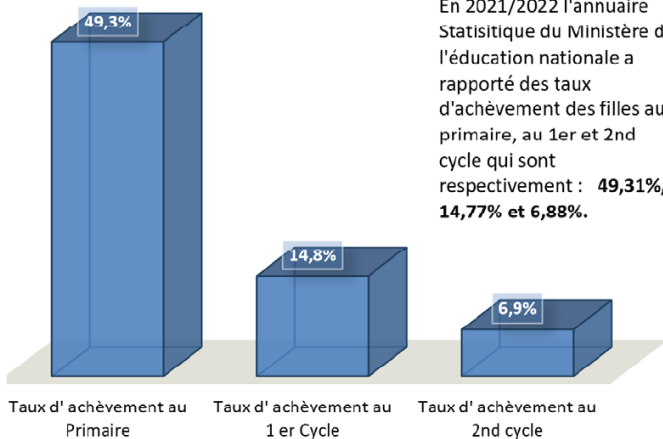


Les femmes restent dans l'ensemble les plus touchées par le phénomène de VBG.

Femmes



En 2021/2022 l'annuaire Statistique du Ministère de l'éducation nationale a rapporté des taux d'achèvement des filles au primaire, au 1er et 2nd cycle qui sont respectivement : **49,31%, 14,77% et 6,88%**.



## II. OBJECTIF ET METHODOLOGIE DU GENDER ALERT

Le présent Gender Alert vise à mettre en évidence les effets du coup d'état militaire sur les femmes et les filles dans un environnement déjà fragilisé par de multiples crises. Il est élaboré à partir des résultats d'un sondage auprès des communautés ainsi que des données secondaires sur l'état de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes et des filles au Niger avant le coup d'état de septembre 2023.

En terme méthodologique, la mise en œuvre de ce sondage a nécessité la collaboration entre les membres du Groupe de Travail Genre dans l'Action Humanitaire (GTGH) et Viamo. Le sondage a été effectué à travers le service d'appel 325 qui est une plateforme automatisée permettant aux communautés d'accéder à une multitude d'informations à travers un simple appel à partir d'une SIM Airtel (via n'importe quel type de téléphone). Il a été réalisé sur la période du 23 Août au 19 Septembre 2023, soit un (1) mois après la prise de pouvoir par les militaires. Le sondage a recueilli les perceptions de diverses personnes provenant des 8 régions du Niger et portait sur leurs perceptions de l'impact de la crise actuelle et des mesures prises sur divers aspects de leurs vies comme la sécurité alimentaire, l'accès aux financements, la sécurité et les violences, et le rôle et la place de la femme dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité. Ce sondage comprend une partie qualitative avec des questions ouvertes et une partie quantitative.

Au total, 8933 personnes ont accepté de participer au sondage dont 4781 personnes ont répondu à l'ensemble des questions, y compris les questions ouvertes. Le présent rapport porte sur cette dernière catégorie avec un accent sur les réponses fournies par 1 386 femmes et les filles (1 386 répondantes) dont 34% vivent à Niamey et 66% dans les autres régions. On note que 61% des répondantes sont du milieu rural et 37% avaient moins de 25 ans.

Comme tout autre système d'information, la technologie IVR a des limites malgré ses performances en termes d'efficacité, de confidentialité et d'objectivité. Les principales limites démontrées au cours de ce sondage sont les suivantes : (i) l'accès au service 325 n'a été possible que pour les abonnés d'une compagnie de téléphonie mobile au Niger, (ii) L'utilisation de la technologie IVR peut être contraignante pour une catégorie de participants qui ne sont pas forcément familiers avec l'utilisation du téléphone mobile (iii) la grande majorité de détenteurs de téléphones portables sont des hommes ainsi que la majorité de personnes qui contactent régulièrement le service 325. Le but poursuivi ici est d'avoir une idée de la perception des répondantes sur l'impact de la crise et n'est pas représentative de l'opinion de l'ensemble du pays.



# III. ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE DE PERCEPTION SUR L'IMPACT DE LA CRISE ACTUELLE SUR LES FEMMES ET LA PROMOTION DU GENRE

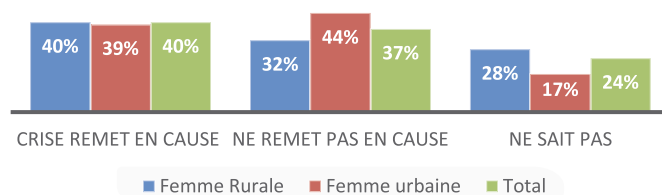
## 1- De la remise en cause des avancées en matière de genre aux initiatives des femmes et filles pour la consolidation de la paix

Dans les situations de crise, on observe le plus souvent un recul des acquis en matière de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'enquête de perception a montré que 2 femmes sur 5 contre 1 homme sur 3 ont confirmé que la récente crise politico-militaire pourrait remettre en cause certains des droits acquis par les femmes au Niger tels que les quotas aux postes électifs et nominatifs.

L'analyse des témoignages des répondants a permis d'identifier deux aspects de la crise qui pourraient remettre en cause certains des droits acquis par les femmes au Niger.

- Les décisions politiques : 4 femmes sur 21 ministres (19%) le dans le gouvernement militaire et le CNSP ; aucune femme nommée sur les 8 gouverneurs (0%) des régions et seulement 5 femmes sur les 63 préfets (7,9%) nommés. Ainsi, au niveau des postes nominatifs de commandement les femmes ont été défavorisées. Le fait ayant le plus cristallisé la société civile féminine est la non-existence du Ministère en charge de la promotion de la femme dans le gouvernement mis en place par le CNSP. Cela est ressortie dans l'enquête de perception où des répondantes ont exprimé leur mécontentement face aux décisions politiques des nouvelles autorités. Une répondante dira à ce propos : *"Nous avons plusieurs raisons, à commencer par le ministère de la promotion de la femme qui n'existe plus ! C'est comme si ce ministère n'est plus une priorité pour le gouvernement. Ce ministère existe depuis les indépendances pour protéger les droits de la femme. Nous avons aussi la loi de quota, cette loi aussi est suspendu à l'issue de la dissolution de la constitution. ...."* (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Diffa)

Graphique 1: Est-ce que la crise actuelle pourrait remettre en cause certains des droits acquis par les femmes au Niger tels que les quotas aux postes électifs et nominatifs ?



- Le droit de se déplacer et d'exercer librement les activités : Un certain nombre de répondants au sondage affirment que les femmes n'ont plus la même liberté de se déplacer pour mener leurs activités telles que le commerce. Or, avant la crise plus de 75% des femmes évoluaient dans le secteur informel, surtout le commerce. Certaines informatrices diront que : *"C'est évident que les droits des femmes sont remis en cause, parce qu'elles ne peuvent pas se déplacer librement pour chercher de l'argent. A cause de ce manque, elles quittent leurs études pour se marier ou mener les travaux champêtres ; "Il y a d'autres femmes qui vendent à manger la nuit et on leur a interdit de sortir..."* (Femme âgée de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Maradi)
- Les enlèvements des populations, notamment des femmes dans plusieurs localités frontalières du pays ont été mis en exergue par les participantes. Une d'entre elle dira : *"Ce qu'on entendait dans les autres pays est arrivé dans notre pays maintenant. Elles sont souvent kidnappées maintenant"*. (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Niamey).

Pour plusieurs intervenants, la participation des femmes dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale pourraient leur garantir une plus grande considération dans le Niger de demain. Pour ce faire, les femmes, les jeunes et les autres membres de la communauté sont appelés à accroître la sensibilisation sur la paix et les effets de la crise comme le souligne un participant de Tessaoua : *“... A mon avis les filles et les garçons devraient former des groupes de sensibilisations sur les effets du conflit”*. (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Maradi).

D'autres participantes ont mis en exergue le rôle des femmes dans la médiation, la négociation au niveau national et au niveau régional auprès de la CEDEAO : *“Je pense que les femmes peuvent jouer un rôle important dans cette crise, parce que c'est elles qui sont nos mamans, nos sœurs et aussi nos épouses. Souvent elles sont impliquées directement avec leurs filles et leurs sœurs, elles ont à cet effet une grande influence pour pouvoir changer, pour accroître les plaidoyers et dans les réflexions pour chercher des solutions de sortie de crise. Les femmes sont entendues lorsqu'il s'agit de faire le plaidoyer à tous les niveaux y compris au niveau de la CEDEAO pour permettre une sortie de cette crise le plus rapidement possible, parce qu'elles sont aussi concernées par cette crise. Les hommes sont toujours en tête pour chaque situation, mais je pense que les femmes ont beaucoup de pouvoir et qu'il faut écouter leur proposition de sortie de crise qui peuvent être très pertinentes. ....”*. (Homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu urbain à Niamey).

Dans une perspective de durabilité des actions et du maintien des acquis de genre, plusieurs participants ont mis en exergue la nécessité pour les filles de poursuivre les études. En effet, avant la crise, l'accès et la rétention à l'école demeuraient problématiques et la situation se détériore davantage au secondaire avec un taux d'achèvement au collège de 20,4% pour les garçons et 14,4% pour les filles (18,5% pour l'ensemble). Au lycée, ce taux est de 7,3% pour l'ensemble et 5,3% pour les filles. La sous et/ou non-scolarisation est encore plus importante dans les lieux de déplacements forcés des populations (758 écoles primaires, 34 écoles secondaires et 33089 filles déscolarisées dans la zone des trois frontières seulement). Ces deux propos confirment ces considérations à savoir : *“... Leur contribution est d'étudier et travailler pour pouvoir aider au développement du pays”* (Homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Maradi); et *“Pour les femmes, nous souhaitons les voir scolarisés afin qu'elles puissent avoir un travail, une vie saine et pleine d'abondance. ... ..”*. (Homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Agadez).

Conscient de ces enjeux en lien avec la sauvegarde de leurs droits, les femmes et les filles se sont mobilisées depuis le début de la crise pour mener plusieurs initiatives. Des appels de plusieurs groupes et organisations de femmes ont été faits. Ensuite, les femmes ont organisé un Dialogue Féminin avec la mise en place d'un mouvement pour le respect de leurs droits. Et enfin, une campagne **«NigerFemmeFillePaix»** est en cours pour l'appel à la mise en œuvre de l'agenda femme paix et sécurité et les 11 résolutions des Nations Unies y compris la résolution 1325. Tout récemment en septembre, plus de 30 organisations féminines se sont réunis sous la houlette de FAD pour la création du Mouvement pour le Respect des Droits des Femmes du Niger (MRDFN) dans le cadre d'un Dialogue Féminin, regroupant l'ensemble des femmes venant des 8 régions et de Niamey. En solidarité aux femmes du Niger, celles de l'Afrique se mobilisent pour les accompagner dans le dialogue, la médiation en faveur des populations du Niger.



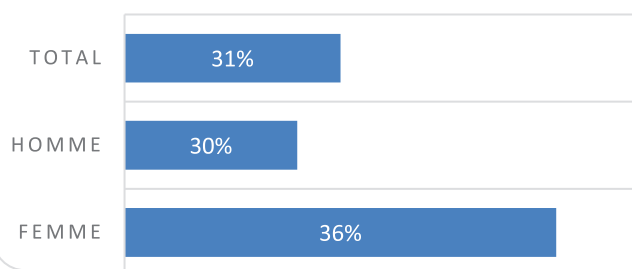


## 2- Les violences faites aux femmes et aux filles en nette augmentation : de la nécessité de protéger les femmes et les filles

Avant la crise, le Niger était confronté à une forte proportion de mariages précoces avec une prévalence de 76% avant 18 ans et 28% avant 15 ans, de violence sexiste (38,2% chez les femmes et 16,3% chez les hommes). Lors de l'enquête de perception, à la question de savoir si la crise a augmenté le niveau de violences faites aux femmes et aux filles, près de 1/3 des répondants ont répondu par l'affirmative dont 36% des femmes/filles contre 30% des hommes. Les femmes vivant en milieu rural et celles de de l'intérieur du pays sont plus concernées par une augmentation des violences.

Pour certains participants, les viols et autres formes de violences faites aux femmes et aux filles sont de leur faute pour diverses raisons allant de la tenue vestimentaire, la prostitution ou d'autres raisons comme le témoigne les propos suivants : *"Tout ce qui arrive aux femmes/filles est de leur faute, la façon dont elles exposent leur corps tout peut leur arriver"* (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Tahoua). ou encore, *"Ce sont les filles elles même qui se vendent aux hommes pour avoir de l'argent vu la situation dans laquelle nous sommes. Il n'y a pas d'argent ni de nourriture, la vie est devenue très chère"*. (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Maradi)

Graphique 2: % des répondants (Homme et Femme) ayant indiqué une augmentation des cas de VBG depuis le depuis de la crise



Avec le niveau élevé des violences et les défis économiques, le changement dans les conditions de vie, plus de 2 répondants sur 5 (femmes et hommes) ont mis en exergue que la crise a impacté leur état psychologique et le niveau de stress. Trois participantes de l'intérieur du pays et de Niamey ont résumé ceci en disant : *"Ce qui nous fait peur c'est quand la CEDEAO parle de guerre"* (Homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Zinder) ; *"Les gens nous traumatisent à l'idée de penser qu'il y aura la guerre au Niger"* (Homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Niamey); *"Ma peur c'est la guerre qu'ils veulent déclencher, si ça arrive nous les pauvres on fait comment ?"* (Homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Zinder).

Le cadre ci-dessous relève certaines déclarations des femmes et des hommes pour étayer l'augmentation des violences depuis le début de la crise.

### Témoignages de quelques participants à l'enquête de perception,

*"Depuis la crise, nous avons remarqué que certaines femmes sont violentées par coups de poings. Nous avons vu des émeutes, nous avons vu des familles attaquées dont certaines femmes ont été hospitalisées, blessés et leurs voitures brûlées. Et nous pensons que ce sont des choses qui ne reflètent pas notre société. Ça ne reflète pas nos habitudes, et tout ça ce sont des conséquences de la crise."* Homme âgé de plus de 25 ans situé à Niamey en zone urbaine).

*"Depuis le début de cette crise, les femmes subissent des violences. On revenait de la forêt quand nous avons rencontré sur notre route 9 garçons. On a été victime de viol, il y'a une fille qui a été violée par 4 hommes et une autre fille a été violée par deux autres hommes"* (Femme âgée de moins de 25 ans située à Zinder en zone urbain)

*"Nous ne sommes pas en sécurité. Récemment, un cortège de femmes accompagnant une mariée a fait l'objet de viol sur*

*leur chemin de retour. Vraiment ces genres de choses ne sont pas bien"*. (Homme âgé de moins de 25 ans, situé à Niamey en zone rural).

*"Quand les hommes sont frustrés après avoir cherché l'argent et le travail en vain qu'ils déversent leur colère sur leur femme en les insultant c'est la raison de leur violence surtout que les femmes sont partout"*. (Homme âgé de moins de 25 ans, situé à Niamey en zone urbaine)..

Il faut par ailleurs noter que la détérioration de la sécurité fragilise les communautés et engendre une faible protection des plus vulnérables que sont les femmes et les filles. L'enquête de perception a montré que depuis la crise, près de ¼ des Nigériens (hommes comme femmes) se sentent moins en sécurité. Des participants au sondage ont affirmé avoir subi des cas de banditisme et de vols de bétails depuis le début de la crise. Un autre sous-groupe de répondants a affirmé avoir été attaqué par des groupements armés terroristes. Des participantes diront : *“Les femmes subissent des violences venant des hommes en manque de travail, les hommes et garçons n'ont rien à faire comme travail”*, (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Diffa) *“Vraiment il n'y a pas de sécurité chez nous, parce que les terroristes attaquent les*

*gens même dans la journée. Ils peuvent te tuer si tu essaies d'intercéder”* Un homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Tillabéry; *“Les différents cas de vols sont très récurrents chez nous. Le vol de brebis s'était arrêté il y a peu de temps.”* (Homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Agadez).

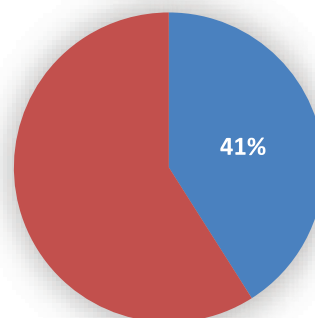
La sécurité est très importante pour le Niger, confronté à des attaques internes à ses frontières générant des déplacements. Déjà avant la crise, plus de 4,3 millions de personnes avaient des besoins humanitaires, en majorité les femmes et les enfants. En outre, 698 000 personnes déplacées et réfugiés dépendaient de l'aide humanitaire. On ne peut que penser que cette situation s'est aggravée depuis fin juillet.

### 3- La santé, notamment la santé de la reproduction des femmes est très impactée par la crise

A la question de savoir si la crise a affecté “l'accès aux services sociaux de base tels que l'accès à l'eau potable, l'électricité ou la santé”, 46% des répondants (41% des femmes contre 49% des hommes) ont indiqué avoir rencontré des difficultés. Ces défis d'accès aux services sociaux de base sont plus importants pour les femmes vivant en milieu rural que celles des milieux urbains (45% contre 35%). Déjà avant la crise, l'accès à ces services sociaux de base étaient un défi important pour les populations, notamment les femmes, surtout l'écrasante majorité vivant en milieu rural.

L'analyse des informations qualitatives collectées auprès des personnes ayant mentionné des difficultés ont mis en exergue les défis majeurs à la santé, notamment la santé de la reproduction. Une participante dira à ce propos : *“On n'est confronté à des sérieux problème parce que on a un manque d'eau et il a fallu que les gens boivent l'eau des pluies, donc on a besoin d'aide, des points d'eau, des forages et des châteaux si possible”* (Femme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Niamey). Les difficultés d'accès aux services de santé ont été mis en exergue. Une participante dira : *“Je pense que le premier service social impacté par la crise est la santé avec la rupture des produits pharmaceutiques qui n'entrent pas, les femmes enceintes allaitantes n'ont plus accès aux soins, et nous pensons que c'est une grande préoccupation pour les communautés”* (Femme âgé de plus de 25 ans, habitant

Graphique 3: Plus de 2 femmes sur 5 ont déclaré que les Services sociaux de base ont été affecté par la crise

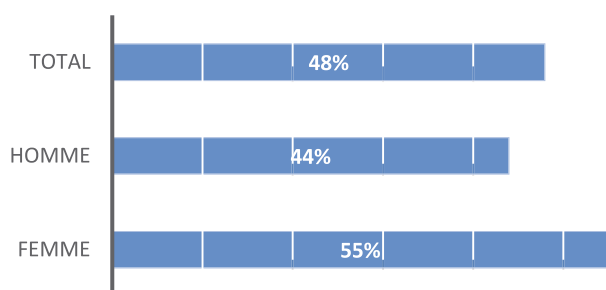


en milieu rural à Niamey) et une autre d'ajouter *“C'est juste l'argent pour aller à l'hôpital qui nous manque, c'est ça notre problème et le prix des médicaments qui a augmenté.”* Et *“Les difficultés qu'on rencontre maintenant dans les hôpitaux il n'y a pas de médicaments, manque d'eau, et manque d'électricité. On a vraiment besoin d'aide”* ajouta un Homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Dosso. Déjà avant la crise, le taux de mortalité maternelle était l'un des plus élevé au monde avec 520 décès pour 100 000 naissances vivantes, la crise et les défis mentionnés par les participantes risque de l'aggraver si des actions urgente ne sont pas prises.

## 4. Une dégradation générale des conditions de vie des populations, notamment des femmes

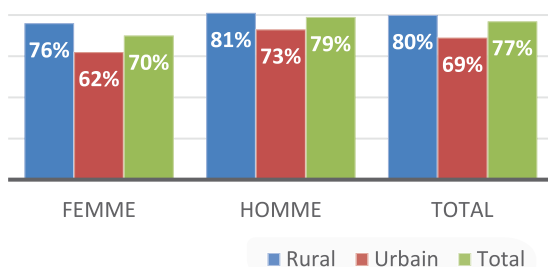
La crise que traverse le Niger depuis le 26 juillet 2023 entraînera certainement des conséquences sur les conditions de vies des communautés, notamment des femmes. Selon l'enquête de perception, plus de 55% de femmes contre 44% des hommes ont mentionné une dégradation de leur condition de vie, un mois après la crise. Les femmes vivant en milieu urbain (63%), surtout celles dans les autres régions du Niger (urbain et rurales) semblent être les plus touchées par cette crise. La majorité des répondants a été impacté par la fermeture des frontières (38%), l'accès au cash (23%), l'augmentation des prix (18%) et les coupures d'électricité (17%).

Graphique 4: % des repondants (Femmes, Hommes) ayant constaté un changement dans leurs conditions générales de vie depuis le début de cette crise



Une femme dira à ce propos : *“Parmi les céréales, c’est le riz qui a un prix élevé. Encore l’huile, les aliments importés sont plus chers, mais les produits locaux sont abordables.”* Et une autre a ajouté que *“La fermeture des frontières est la cause de nos problèmes, il n’y a pas assez d’aliment et le prix a augmenté”* (Homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Dosso). *“Walay tout est devenu cher et il n’y a rien dans le marché la ou nous sommes. La famine va nous tuer, aidez-nous s’il vous plaît.”* et *“Les frontières sont fermés les conteneurs d’aliments ne peuvent pas rentrer au Niger”* ajouta une autre (Femme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Tahoua).

Graphique 5: % des Répondants par sexe, milieu de résidence qui achètent ou mangent moins de quantités qu’avant la crise



Les effets de la crise et des sanctions mis en place par la CEDEAO et l’UEMOA commencent à se faire sentir sur les 26 millions de personnes au Niger, dont 50,3% de femmes. Ainsi, à la question de savoir si *“la crise actuelle avait bouleversé leurs habitudes alimentaires ?”*. On remarque que la majorité des répondants (70% des femmes contre 79% des hommes répondants soit autour de 77% de l’ensemble) achètent ou mangent moins de quantités qu’avant la crise. Les personnes (hommes ou femmes) vivant en milieu rurales sont plus affectées par le manque/la diminution des rations alimentaires : 80% des répondants du milieu rural contre 69% de ceux du milieu urbain.

Une très grande majorité des participants ont affirmé que les prix des denrées avaient augmenté, surtout les céréales et l’huile comme l’illustre quelques témoignages :

### Témoignages des participantes sur l’augmentation des prix des aliments

*“Vraiment la situation est très critique chez nous au Niger. Nous sommes confrontés à la cherté de la vie. Le riz, le mil et l’huile sont devenu très chers, alors même que ce sont des produits de premières nécessités dont nous avons besoin pour assurer la survie »*, (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Zinder).

*“La nourriture devient de plus en plus chère, maintenant avec 300 CFA, tu ne peux pas manger même un plat.”*, (Homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Dosso).

*“Nous sincèrement parler, on a vraiment faim. Le Niger traverse une sérieuse crise alimentaire. C’est vraiment très urgent car la situation est très critique. En plus, le prix du riz est à 15000 francs CFA, le sac du sucre à 20000 francs CFA, le bidon d’huile est 15000 f CFA... Bref tout est devenu très cher.”*, (Homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Dosso).

Une autre partie des répondants ont affirmé rencontrer des difficultés financières pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Un répondant dira à ce propos : *“La première chose c’est le manque d’argent, c’est le manque d’argent qui est mon problème, c’est l’argent mon souci, c’est l’argent pour avoir de quoi manger”*. (Femme âgée de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Tahoua).

Il faut par ailleurs noter que si cette crise et les sanctions perdurent, la crise alimentaire qui affecte déjà plus de 3,3 millions de personnes en majorité les femmes et les enfants, va rapidement s’amplifier. Une répondante dira à ce propos : *“Il n’y a pas d’argent et il n’y a pas à manger et c’est très cher aussi. La famine va nous tuer. Ils ne savent pas dans quelle situation nous sommes, toutes les voies que nous utilisons pour avoir l’argent sont fermées, s’il vous plaît aidez-nous avec des sacs et ouvrez les frontières”*. (homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu urbain à Niamey)

Ce cri d’alarme risque de rencontrer très peu d’écho au regard de la suspension d’une partie importante de l’aide des partenaires internationaux. En 2023, les dons extérieurs se sont élevés à 427 milliards de FCFA, l’appui budgétaire et les prêts à 342 milliards de FCFA\*. Une participante à l’enquête de perception dira : *“Nous pensons que l’accès au financement a été beaucoup mis à mal avec beaucoup de pays donateurs, beaucoup d’institutions financières qui ont suspendu leur aide. Les organisations internationales et les organisations nationales qui mènent les activités de ses partenaires vont perdre leurs financements avec comme conséquence un chômage généralisé. On espère que la crise va se terminer bientôt, afin de permettre aux bailleurs de libérer les fonds et de permettre aux organisations de continuer leurs activités, particulièrement les organisations dirigées par les femmes qui sont les plus touchées.”* (homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu urbain à Niamey).

En outre, la capacité réduite de l’état à honorer ses engagements et de faire face au vide créé par l’arrêt de l’aide internationale va aggraver la crise économique et alimentaire dans le pays. La fermeture des frontières de l’espace communautaire particulièrement les corridors du Nigéria et du Bénin impactera les recettes douanières ainsi le ravitaillement du marché local. La Côte d’Ivoire constitue le premier partenaire du Niger en matière d’importations avec une part d’au moins 39% sur la période et atteignant 40,8% en 2022. Le Togo ressort comme le deuxième partenaire avec une part de 23% en 2022, suivi du Burkina Faso avec 14%.

## Extrait des Sanctions de la CEDEAO/UEMOA

*« la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger », « l’établissement d’une zone d’exclusion de la CEDEAO pour tous les vols commerciaux à destination ou en provenance du Niger », « la suspension de toutes les transactions commerciales et financières », « le gel des avoirs du Niger dans les Banques centrales de la CEDEAO et dans les banques commerciales », « la suspension de toute assistance et de transactions financières en faveur du Niger par la Banque d’Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ».*

SOURCE : Communiqué final – Sommet Extraordinaire de la conférence des Chefs d’Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, Abuja le 30 juillet 2023.

En termes d’exportations, l’Afrique demeurait la première destination des exportations du Niger avec 55,5%, suivie de l’Europe avec 34,4%. Au niveau africain, les exportations sont largement dirigées vers l’espace CEDEAO, avec une part de 83,8% en 2022. Une femme dira lors de l’enquête de perception que : *“Depuis la crise, les femmes enseignantes ont deux arriérés de salaires impayés, certaines d’entre elles font des travaux d’artisanat. Elles ont vraiment peur et prient pour que cela change.”* (homme âgé de plus de 25 ans, habitant en milieu rural à Agadez).

\*«Analyse rapide des impacts socioéconomiques des sanctions de la CEDEAO et d’autres partenaires sur le Niger», Bureau de Coordinatrice Résidente du SNU au Niger, Août 2023.

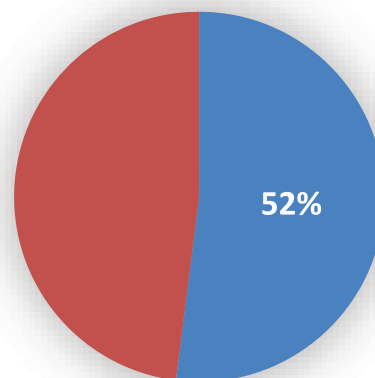
## 5- Activité économique et accès au financement : les femmes, notamment les femmes rurales les plus impactées par la crise

À l'échelle mondiale, le Niger est classé 189/191 pays pour l'indice de développement humain en 2022. Les moindres chocs externes impactent négativement l'économie du pays et les conditions de vie des populations. La dégradation des conditions de vie ainsi que le faible accès aux aliments et aux ressources auront un impact plus important sur les femmes qui sont en première ligne pour subvenir aux besoins alimentaires et constitue le lot le plus important des plus pauvres dans le pays. Déjà, après un mois, plus de la moitié des répondants (53%) ont indiqué que la récente crise a impacté leurs activités économiques (52% des femmes et 53% des hommes répondants).

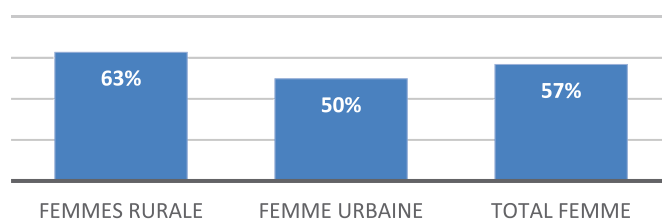
De plus, plus de 57% des femmes et des hommes ayant répondu à l'enquête indiquent avoir rencontré des difficultés d'accès aux financements à cause de la crise actuelle au Niger. Le manque de financement dans les banques est mis en exergue par la majorité des répondants. Cependant, pour résumer la situation économique, une répondante dira : *"Au Niger, nous souhaiterons un rapide de la paix. C'est seulement en temps de paix que nous pourrions bien vivre et développer nos travaux de jardinage. Avec l'avènement de la crise, nous ne sommes plus en mesure d'acheter les produits insecticides pour le traitement contre les parasites qui détériorent nos semences. Quelqu'un qui a faim doit d'abord assurer sa survie. Les appuis humanitaires n'arrivent pas à bon port. Nous comptons sur vous pour nous tenir informer de la situation"*, (Femme de moins de 25 ans habitant en milieu rural à Zinder). Puis, *"Les choses se compliquent de jour en jour, vu qu'il n'y a pas d'argent dans le pays, même si l'on a de l'argent dans les banques on pouvait y accéder à ça, et même crédit personne ne nous donne pas, donc on a besoin de changement vu qu'on souffre"*, ajouta un homme âgé de moins de 25 ans, habitant en milieu rural à Dosso.

Selon la Banque mondiale, en 2021, le niveau d'extrême pauvreté, s'élevaient à 41,8 %, touchant plus de 10 millions de personnes. L'enquête de perception confirme que l'impact économique de la crise et le manque de financement sont plus prononcés chez les femmes rurales et celles des autres régions (en dehors de Niamey). En effet, 62% des femmes rurales contre 50% des femmes vivant en milieu urbain ont indiqué que la crise a impacté l'accès aux financements avec les banques ou toutes autres institutions financières.

Graphique 6: 52% des femmes et filles répondants ont indiqué que leurs activités économiques ou mon travail a été impacté par la crise



Graphique 7 : % des femmes et filles répondantes ayant déclaré que la crise a impacté l'accès aux financements avec les banques ou tout autres institutions financières



\*Source : Exportations du Niger vers les sous-régions d'Afrique, INS, 2023.

## IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'enquête de perception conduite un mois après la survenance du coup d'état au Niger qui a engendré des sanctions de la CEDEAO et l'arrêt de plusieurs financements, tire un alerte sur les conditions générale de vie des communautés, notamment les femmes et les filles. Bien qu'ayant des niveaux déjà élevé avant la crise, l'enquête met encore en évidence une aggravation progressive des cas de violences faites aux femmes et aux filles ainsi qu'une augmentation du niveau de stress dans les communautés. La réduction des activités économiques et d'accès aux finances davantage prononcé chez les femmes, va encore intensifier la féminisation de la pauvreté. Malgré ce tableau pas reluisant, les répondants (hommes et femmes) ont mis en exergue le rôle stratégique que les femmes peuvent jouer pour la pacification et le retour à une paix durable. Il faut par ailleurs noter que ces dernières craignent pour le recul de leurs droits et se mobilisent pour faire entendre leur voix au niveau national, local et régional.

Les résultats issus de ces données quantitative et qualitative et de l'évolution des enjeux en lien avec l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes au Niger d'avant la crise nous interpelle et oblige à tirer une sonnette d'alarme : il y a une nécessité de placer les priorités de genre, des femmes et des filles au cœur des réponses à la présente crise. Pour ce faire, quelques recommandations sont nécessaires :

**1. Le rôle des femmes en tant qu'agent de changement, de médiatrice et de négociatrice doit être valorisé et soutenu pour la résolution de la crise au Niger :** Le plaidoyer doit être mené auprès des acteurs nationaux et internationaux pour garantir la bonne mise en œuvre de l'Agenda des femmes pour la Paix et la Sécurité, en particulier la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (RSC 1325), et garantir que les femmes, en particulier les jeunes femmes, soient représentées, incluses et consultées de manière significative dans le processus de reconfiguration politique. La société civile, en particulier les groupes de femmes et de jeunes, doivent être appuyés dans leur mobilisation afin qu'ils aient les moyens de représenter leurs intérêts et faire entendre leur voix.

**2. Intensifier le plaidoyer pour la sauvegarde des acquis en matière de genre dans le pays.** Comme tout droit acquis, celle des femmes et des filles doit être sauvegarder. Les partenaires nationaux et internationaux doivent soutenir les organisations de la société civile féminine qui ont très vite commencé à se mobiliser pour ces acquis. Les conclusions du Dialogue Féminin tenues en septembre 2023 doivent être mises en œuvre et soutenue aussi bien au niveau national qu'international surtout pour la mise en œuvre effective de la loi de quota entre les hommes et les femmes au Niger *«Accorder des postes de responsabilité à des femmes méritantes est un moyen efficace de promouvoir leur implication dans la gouvernance et de favoriser l'éducation des femmes. Cela envoie un message puissant sur l'égalité des sexes et encourage d'autres femmes à aspirer à des postes de leadership. En investissant dans le leadership féminin, nous renforçons la diversité et l'inclusivité au sein du gouvernement, ce qui contribue à une prise de décision plus équilibrée et à une société plus égalitaire»*

**3. Les violences faites aux femmes et aux filles doivent cesser, être décrier et des mesures appropriées sont à mettre en place pour assister les survivantes :** l'augmentation des cas des VBG juste un mois après la crise est inacceptable. Les acteurs doivent se mobiliser pour garantir le respect des droites femmes, punir toutes formes de violences et protéger les survivantes. Il est de ce fait important d'assurer une évaluation progressive des risques de violences basée sur le genre. Ce suivi est nécessaire pour identifier les problèmes de sécurité et assurer la protection continue des femmes en général, et visibiliser en particulier les besoins immédiats des groupes les plus vulnérables aux crises humanitaires et climatiques qui ont précédé la crise politique. Cela concerne toutes les femmes, et plus particulièrement celles à risque d'abus et d'exploitation physique et sexuelle : migrantes, réfugiées, déplacées internes, personnes séparées et non accompagnées, jeunes.

**4. L'accès aux services vitaux et essentiels doit être assuré en situation de paix, de conflits et de développement auprès des populations, notamment les femmes.** Pour ce faire, il est important de faire un plaidoyer auprès des acteurs nationaux et internationaux pour donner les moyens de mettre en place des mécanismes viables **pour assurer la continuité d'accès des femmes et des filles aux services essentiels en éducation, en santé - y compris l'accès aux médicaments essentiels, l'appui psychosocial et la santé reproductive, prénatale et infantile - et le maintien de services vitaux** tels que la protection et prise en charge des violences basées sur le genre et l'accès à l'aide humanitaire. Lorsque des sanctions de tous genres sont appliquées dans une crise, il faut surtout avoir une exception pour les couches les plus vulnérables que sont les femmes et les filles, notamment les femmes enceintes, allaitantes ;

**5. Intensifier les initiatives favorisant la résilience des communautés pour réduire la crise alimentaire surtout au sein des femmes :** les données montrent que si rien n'est fait, la pauvreté va davantage se féminiser dans le pays, surtout au niveau des femmes rurales. **La mise en place d'initiative ambitieuse et orientée sur la résilience économique des femmes et des jeunes est un aspect crucial dans la présente gestion de la crise.** Cela peut impliquer la création de programmes de formation professionnelle, l'accès à des microcrédits, la production agricole et agro-phyto pastoral, le soutien à la création d'entreprises, etc. L'objectif est de permettre aux femmes de retrouver leur autonomie financière et de reconstruire leur vie après avoir été affectées par des circonstances difficiles.

**6. Les acteurs régionaux de la CEDEAO et les partenaires au développement doivent analyser les impacts de leurs sanctions sur les communautés avant de les prendre.** En effet, les conséquences des ruptures démocratiques et des sanctions qui s'en suivent se font plus ressortir sur les communautés, notamment les femmes, surtout celles vivant en milieu rural. Il est important d'alléger, voire de lever les sanctions ainsi que la mise en place des couloirs humanitaire ;

**7. Développer des initiatives de sensibilisation des communautés sur les risques de sécurité permet de gérer le niveau de stress et de créer les conditions pour une cohésion sociale.** Dans un contexte de crise soudain comme celui du Niger qui est accompagné par des sanctions y compris celui d'une intervention militaire, il est important de communiquer positivement avec les populations de sorte à mitiger les risques et à alléger les souffrances, surtout ceux et celles vivant dans les milieux ruraux, loin des centres de décision. Les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle clé en apportant ces informations et en offrant du soutien approprié.

**8.** Au niveau général,

**a. Augmenter les financements des organisations de la société civile surtout féminine** pour leur permettre de prendre une part active à la résolution du conflit, défendre leur droit et surtout renforcer les moyens d'existence, la sécurité alimentaire. Une priorité doit être accordée aux femmes et leurs réseaux/associations en milieu rural et dans les localités les plus touchées par les crises multiples, les attaques des GANES,

**b. Documenter de façon continue les impacts des sanctions et de la crise en général sur les populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles,** pour informer la programmation humanitaire et de développement. Il est essentiel que la réponse humanitaire soit basée sur une solide analyse de genre qui identifie ces différentes vulnérabilités, et y réponde de manière appropriée dans la budgétisation, la programmation et la mise en œuvre. Les organisations de la société civile représentant les voix des femmes et des filles et issues de différents groupes vulnérables et groupes à risques dans le conflit et doivent être associées autant que possible pour permettre d'évaluer les besoins, de mieux comprendre les perceptions, priorités et capacités distincts des femmes, filles, garçons et hommes.

